

Note

**à l'attention de
Mesdames et Messieurs
les Présidentes et Présidents
de conseil départemental**

Paris, le

Dossier suivi par :
Carole Bugeau
Direction de la compensation

Copie : Monsieur le Président de l'Assemblée des départements de France

PJ : Répartition indicative des crédits (annexe 1)

Objet : Versement d'une prime exceptionnelle aux professionnels des services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) – Modalités de soutien de l'Etat et répartition des crédits mentionnés

L'article 11 de la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020, a prévu le principe d'exonération fiscale et sociale de la prime exceptionnelle versée aux agents des administrations publiques particulièrement mobilisés pendant l'état d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie de covid-19.

Le décret n°2020-711 du 12 juin 2020¹ pris en application de cet article précise notamment que les agents publics relevant des établissements et services sociaux et médico-sociaux peuvent bénéficier de cette prime, dont ceux des services d'aide et d'accompagnement à domicile (6° et 7° du I de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles).

Ces dispositions ont été complétées par l'article 4 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020 qui étend le principe d'exonération aux primes versés aux agents et salariés des établissements de santé privés ainsi qu'à ceux de l'ensemble des établissements et services sociaux et médico-sociaux dont ceux des services d'aide et d'accompagnement à domicile pour personnes âgées et personnes handicapées.

¹ Décret n°2020-711 du 12 juin 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle aux personnels des établissements et services publics sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière, de la fonction publique territoriale et de la fonction publique d'Etat

Pour l'ensemble des professionnels des ESMS pour personnes âgées et pour personnes handicapées financés ou co-financés par l'assurance maladie, le versement de cette prime a fait l'objet d'une compensation intégrale à leurs employeurs par l'assurance maladie sous forme d'enveloppe de financements complémentaires.

Afin de reconnaître pleinement la mobilisation des professionnels des services d'aide et d'accompagnement à domicile durant la crise sanitaire, l'Etat et l'Assemblée des Départements de France (ADF) se sont accordés sur les modalités de co-financement de la prime exceptionnelle non imposable et non soumise à prélèvements sociaux qui leur serait versée sur la base des dispositions des deux lois de finances rectificatives pour 2020 précitées.

La présente note a pour objet de préciser les modalités de versement du soutien financier de l'Etat par la CNSA aux départements et les modalités de versement de la prime aux professionnels des SAAD.

Cadre d'attribution de la prime

En vertu de cet accord, un engagement des assemblées départementales est attendu, dans toute la mesure du possible avant la fin du mois de septembre, sur les modalités de la compensation financière par le département du versement, avant la fin de l'année 2020, d'une prime exceptionnelle aux agents et salariés des SAAD² mobilisés pendant l'état d'urgence sanitaire. Les conseils départementaux ayant déjà accordé un financement aux services en vue de l'attribution de la prime sont éligibles au soutien national. Une délibération complémentaire pourra, le cas échéant, être adoptée pour prendre en compte le soutien financier apporté par l'Etat.

Le département définit, dans l'esprit de la communication conjointe de l'Etat et de l'ADF, et sous sa responsabilité, les conditions d'attribution de l'aide versée aux SAAD conformément aux principes généraux fixés à l'article 11 de la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020 modifiée.

Les services doivent s'engager auprès des départements à reverser l'intégralité des financements reçus aux salariés déclarés éligibles. Ils doivent être en mesure de communiquer aux services départementaux les modalités de reversement et d'en prouver l'effectivité par tous les moyens nécessaires.

Secteur public

Le décret n° 2020-711 du 12 juin 2020 a fixé les modalités de versement de la prime exceptionnelle pour les agents publics et apprentis relevant des ESSMS des trois fonctions publiques (FPH, FPT/FPE).

Il est prévu :

² Les SAAD faisant partie de SPASAD « intégrés » créés dans le cadre de l'expérimentation de la loi relative à l'adaptation de loi au vieillissement par voie de convention sont inclus dans le périmètre des services dont les professionnels sont éligibles au bénéfice de la prime.

- Un versement de la prime aux personnels ayant exercé leurs fonctions entre le 1^{er} mars et le 30 avril 2020, de manière effective y compris en télétravail, pendant une durée d'au moins trente jours calendaires ETP ou complet pour les contractuels ;
- Un montant de 1 500 € ou 1 000 € en fonction du lieu d'exercice de l'ESSMS ou du lieu d'intervention du personnel dans le cas d'une mise à disposition (deux groupes de départements correspondant aux deux sommes sont listés) ;
- Un versement unique non reconductible ;
- Une réduction pour moitié en cas d'absence d'au moins 15 jours calendaires pendant la période de référence (pas d'éligibilité pour les agents absents plus de 30 jours) ³.

Pour les agents des SAAD relevant de la fonction publique territoriale, les modalités d'attribution de la prime exceptionnelle sont définies par l'organe délibérant de la collectivité territoriale ou de l'établissement public concerné. La liste des bénéficiaires, le montant alloué et les modalités de versement sont déterminés par l'autorité territoriale.

La prime n'est pas cumulable avec la prime fonction publique (FPT-FPE) instituée par le décret n°2020-570 du 14 mai 2020.

Secteur privé associatif et commercial

Les conditions d'attribution et de versement de la prime font l'objet d'un accord d'entreprise ou d'une décision unilatérale de l'employeur. L'agrément ministériel défini au L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles pour les ESSMS privés non lucratifs n'est pas requis.

Le champ d'exonération fiscale et sociale de la prime concerne, que les SAAD soient de statut public ou privé :

- l'ensemble des professionnels ;
- les titulaires, contractuels et apprentis ;
- toutes filières professionnelles confondues ;
- les personnels de renfort (notamment mise à disposition) à l'exclusion des personnels intérimaires.

L'intégralité de la prime versée aux professionnels fait l'objet d'une exonération fiscale et sociale dans la limite du plafond.

La prime doit être versée avant le 31 décembre en 2020. A défaut, le régime d'exonération fiscale et sociale n'est plus applicable.

Modalités de co-financement par la CNSA

Répartition des 80 M€

³ L'absence est constituée pour les motifs hors congé de maladie, accident de travail ou maladie professionnelle (présomption d'imputabilité au virus Covid-19), les congés annuels et les congés au titre de la réduction du temps de travail.

Une enveloppe financière de 80 M€ est répartie entre les départements et la métropole du Grand Lyon. Elle a été calculée pour permettre, avec la contribution équivalente des départements, le versement de primes dont le montant indicatif de 1 000 €, au prorata temporis du temps de travail des salariés, est envisagé pour garantir une équité de traitement.

Cette répartition est effectuée au prorata du volume annuel total d'activité réalisé, dans chaque département, par les SAAD prestataires, valorisé en heures au titre respectivement de l'APA, la PCH et de l'aide sociale -aide-ménagère.

Le tableau de répartition indicatif des crédits figure en annexe de cette notification. Les crédits seront versés dès la publication du projet de loi autorisant la CNSA à le faire.

Justificatifs et suivi de l'emploi des crédits

Les départements et la métropole transmettent à la CNSA, au plus tard le 30 octobre 2020 :

- La délibération de l'assemblée sur le financement alloué aux SAAD en vue de compenser le versement de la prime à leurs agents et salariés (mentionnant le montant global estimé de la dépense et les modalités de soutien financier aux SAAD) et, le cas échéant, ses modalités d'attribution (avenant au CPOM, convention, décision, ...)
- *Le cas échéant l'engagement de la collectivité à délibérer.*

Les départements et la métropole bénéficiaires transmettent, au plus tard le 1er mars 2021 :

- Un état récapitulatif de l'utilisation des crédits versés par SAAD ;
- Un justificatif du montant global versé par la collectivité.

La CNSA s'assurera que son soutien financier représente au plus la moitié de la dépense globale exposée par chaque département. Elle procédera, dans le cas contraire, à une demande de reversement du trop-versé.

Les données sont à transmettre par message électronique à l'adresse suivante: saad@cnsa.fr

A défaut de transmission, la CNSA, après mise en demeure, peut procéder au recouvrement de l'intégralité des crédits attribués. Lorsque le contrôle fait apparaître que tout ou partie des crédits attribués n'a pas été utilisé ou l'a été à des fins autres que celles mentionnées au texte fixant les modalités de versement, la CNSA peut procéder, dans un délai de six mois après le 1^{er} mars 2021, et après mise en demeure, au recouvrement des sommes indûment perçues.

SUIVI

Dans le cadre du suivi de leur accord de principe, l'Etat et l'ADF veilleront à la mobilisation des départements et à l'utilisation maximale de ces crédits. Il en sera rendu compte au conseil de la CNSA.

Mes services restent à votre disposition et celle de vos services pour répondre à toute demande d'information complémentaire.

Virginie MAGNANT

4/8

Annexe 1 : Répartition indicative des crédits

| Départements/Métropole | | Montant estimé du soutien alloué pour le financement de la prime (en euros) |
|------------------------|-------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|
| 1 | Ain | 518 026 |
| 2 | Aisne | 817 209 |
| 3 | Allier | 589 118 |
| 4 | Alpes de Haute Provence | 206 361 |
| 5 | Hautes Alpes | 225 235 |
| 6 | Alpes Maritimes | 1 542 429 |
| 7 | Ardèche | 402 238 |
| 8 | Ardennes | 524 470 |
| 9 | Ariège | 167 785 |
| 10 | Aube | 587 055 |
| 11 | Aude | 736 144 |
| 12 | Aveyron | 476 980 |
| 13 | Bouches du Rhône | 2 927 820 |
| 14 | Calvados | 847 968 |
| 15 | Cantal | 290 026 |
| 16 | Charente | 438 448 |
| 17 | Charente Maritime | 794 446 |
| 18 | Cher | 354 678 |
| 19 | Corrèze | 268 143 |
| 20 | Collectivité de Corse | 781 510 |
| 21 | Côte d'Or | 524 406 |
| 22 | Côtes d'Armor | 660 106 |
| 23 | Creuse | 252 777 |
| 24 | Dordogne | 683 634 |
| 25 | Doubs | 699 045 |
| 26 | Drôme | 860 803 |
| 27 | Eure | 599 835 |
| 28 | Eure et Loir | 322 650 |
| 29 | Finistère | 995 689 |
| 30 | Gard | 836 840 |
| 31 | Haute Garonne | 1 975 779 |
| 32 | Gers | 450 340 |
| 33 | Gironde | 2 367 059 |
| 34 | Hérault | 2 704 539 |
| 35 | Ille et Vilaine | 975 072 |
| 36 | Indre | 292 627 |
| 37 | Indre-et-Loire | 699 439 |
| 38 | Isère | 1 596 553 |
| 39 | Jura | 297 614 |
| 40 | Landes | 551 153 |

| Départements/Métropole | | Montant estimé du soutien alloué pour le financement de la prime (en euros) |
|------------------------|----------------------|-----------------------------------------------------------------------------|
| 41 | Loir et Cher | 432 979 |
| 42 | Loire | 955 358 |
| 43 | Haute Loire | 317 214 |
| 44 | Loire Atlantique | 962 610 |
| 45 | Loiret | 719 819 |
| 46 | Lot | 391 298 |
| 47 | Lot et Garonne | 476 022 |
| 48 | Lozère | 116 942 |
| 49 | Maine-et-Loire | 525 596 |
| 50 | Manche | 568 451 |
| 51 | Marne | 395 675 |
| 52 | Haute Marne | 199 198 |
| 53 | Mayenne | 189 744 |
| 54 | Meurthe-et-Moselle | 964 842 |
| 55 | Meuse | 224 059 |
| 56 | Morbihan | 796 499 |
| 57 | Moselle | 877 413 |
| 58 | Nièvre | 329 937 |
| 59 | Nord | 3 250 021 |
| 60 | Oise | 678 647 |
| 61 | Orne | 421 597 |
| 62 | Pas-de-Calais | 2 783 744 |
| 63 | Puy de Dôme | 603 051 |
| 64 | Pyrénées Atlantiques | 941 667 |
| 65 | Hautes Pyrénées | 569 732 |
| 66 | Pyrénées Orientales | 770 434 |
| 67 | Bas Rhin | 875 698 |
| 68 | Haut Rhin | 610 414 |
| 69 | Rhône (département) | 483 654 |
| 69 | Métropole de Lyon | 1 503 599 |
| 70 | Haute Saône | 228 587 |
| 71 | Saône et Loire | 989 925 |
| 72 | Sarthe | 523 135 |
| 73 | Savoie | 425 826 |
| 74 | Haute Savoie | 688 666 |
| 75 | Paris | 1 877 595 |
| 76 | Seine Maritime | 1 762 075 |
| 77 | Seine-et-Marne | 1 039 769 |
| 78 | Yvelines | 902 105 |
| 79 | Deux Sèvres | 407 166 |

| Départements/Métropole | | Montant estimé du soutien alloué pour le financement de la prime (en euros) |
|------------------------|--------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|
| 80 | Somme | 693 336 |
| 81 | Tarn | 588 643 |
| 82 | Tarn et Garonne | 362 763 |
| 83 | Var | 1 959 221 |
| 84 | Vaucluse | 625 440 |
| 85 | Vendée | 487 616 |
| 86 | Vienne | 447 096 |
| 87 | Haute Vienne | 464 728 |
| 88 | Vosges | 294 838 |
| 89 | Yonne | 377 512 |
| 90 | Territoire de Belfort | 242 667 |
| 91 | Essonne | 1 372 820 |
| 92 | Hauts de Seine | 768 371 |
| 93 | Seine St Denis | 2 206 988 |
| 94 | Val de Marne | 999 736 |
| 95 | Val d'Oise | 789 134 |
| 971 | Guadeloupe | 737 862 |
| 972 | Martinique | 1 069 398 |
| 973 | Guyane | 119 647 |
| 974 | Réunion | 1 626 833 |
| 975 | Saint Pierre et Miquelon | 5 876 |
| 976 | Mayotte | 113 239 |
| 977 | Saint Barthelemy | 2 530 |
| 978 | Saint Martin | 20 900 |
| Total | | 80 000 000 |

Je soussigné (nom, prénom, qualité, ...)

Agissant au nom de : (préciser le nom de la collectivité)

Atteste que le nombre d'heures d'aide humaine réalisées par les SAAD prestataire du territoire départemental en 2019 financées au titre de l'APA, de la PCH et de l'aide-ménagère au titre de l'aide sociale est de :

Observations :

Pour servir et valoir ce que de droit

A _____

Le ____/____/____

Nom, prénom, qualité, signature